



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2007

Pays : Royaume-Uni

Correspondant national

Nom Prénom : **ANTHONY Debra**

Profession :

Organisation : **Ministry of justice**

E-mail : **debra.anthony@justice.gsi.gov.uk**

N° Téléphone :

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

53728000

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	822040208488
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

28600

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

35940

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

0,6715

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

Website statistics.gov.uk and Budget 2006.treasury.

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

1504095309

7) Veillez préciser

This is the net budget allocated to Her Majesty's Court Service.
The figure before income generated by fees is 2.369.000.000 approx.

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires Oui

(bruts)

- Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance) Oui
- Budget public annuel alloué aux frais de justice Oui
- Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement) Oui
- Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux) Oui
- Budget public annuel alloué à la formation Oui
- Autres (Veuillez préciser) Oui

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

There has been a significant increase because the magistrates have come into the Courts Service. There is an on-going change programme and projects to introduce efficiency savings. Staff salaries also increase year on year.

HMCS was formed on 1 April 2005 with the merger of the Court Services and the 42 Magistrates Courts Committees. Therefore for 2004/05 we only have the Court Service budget. For 2006 we have a combined budget which would account for the significant increase.

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

- en matière pénale ?
- en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser:

People on certain welfare benefits are exempt from paying a court fee. People on a low income may apply for a means test and, if suitable, may have all, or part, of the fee waived.

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

671000000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)**13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)**

3020104244

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	1558000000	809000000

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

819000000

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre ministère	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

Her Majesty's Regional Directors

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

919m euro was allocated to the civil and family courts in 2006. 73% of this is collected in court fees.

Q.12 - If the whole Justice System means courts, prosecution, legal aid these figures are given. If it includes prisons, probation and other services I have not been able to get a global figure.

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

6 & 7 - Ministry of Justice Corporate Finance Division

13 - Legal Services Commission

16 - Crown prosecution Service (CPS) website.

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

Costs awarded to successful party

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	2658500
En matière pénale	1594400
En matière autre que pénale	1064100

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?		Yes	134 euro
en matière autre que pénale ?	No		

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

Insurance against legal expenses is voluntary

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

England & Wales Annual Report & Accounts

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.opsi.gov.uk
à la jurisprudence des hautes juridictions ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.kent.ac.uk
à d'autres documents (par exemple formulaires) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.hmcourts-service.gov.uk

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

There is no obligation but it is usual, in practice, to do so.

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

www.homeoffice.gov.uk/crime-victims

www.cjsonline.gov.uk/victim/index.html

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

The Great Britain Criminal Injuries Compensation Scheme provides payments to blameless victims of crimes of violence and those injured in trying to apprehend criminals to prevent crime. The scheme is administered by the Criminal Injuries Compensation Authority (CICA) and the complementary independent appellate body, The Criminal Injuries Compensation Appeals Panel (CICAP.)

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
- Non

si oui, veuillez préciser :

Visit www.homeoffice.gov.uk to see the Victims' Charter.

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Every victim and witness is allocated a Witness Care Unit Officer to make the court process as painless as possible.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez spécifier :

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Please, see www.legalappeal.co.uk

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Enquêtes au niveau
des tribunaux

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

Information about how to complain is contained in the Victims' Charter produced by the Home Office. If a complaint is made against a judge the Lord Chancellor will order an inquiry.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	660
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	25 Tribunaux
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	595

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

220 County Courts = civil

Crown Court + 400 Magistrates' Courts = criminal

25 Tribunaux for specialist hearings the most common being Asylum & Immigration, Employment, Social Security & Child Support Appeals.

2006: 595 geographic locations.

The reduction in numbers of geographical locations is due to the merger of HMCS in 2005.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

This happened in April 2006 when the Tribunals Service was created as an executive agency of the Ministry of Justice. As from April 2007 it provides common administrative support to 25 central government tribunals plus the Adjudicator to Her Majesty's Land Registry and the Gender Recognition Panel.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre

un recouvrement d'une petite créance	220
un licenciement	ETS
un vol avec violence	440

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Not changed

Veillez indiquer les sources pour la question 45

Judicial & Court Statistics 2006

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

3774

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	8920
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

The inclusion of the Tribunal Service has increased the figures since the last evaluation.

Those sitting on an occasional basis:

Recorders: 1,401

Deputy District Judges: 840

Deputy District Judges: 158

Fee paid members of the Tribunal Service: 6521

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

28,865

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Criminal cases

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

450,000 approx.

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

26,000 approx.

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

- | | | |
|---|------------------------------|-----|
| personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours | <input type="checkbox"/> Oui | NAP |
| personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers | <input type="checkbox"/> Oui | NAP |
| personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) | <input type="checkbox"/> Oui | NAP |
| personnels techniques | <input type="checkbox"/> Oui | NAP |

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

Website of the Ministry of Justice and Judicial & Court Statistics

3. 1. 3. Procureurs

57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

2446

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

Local Authorities

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

6183

Veuillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

CPS website

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dossiers électroniques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E-mail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Economics & Statistics Division
 Ministry of Justice
 54/60 Victoria Street
 LONDON SW1E 6QW

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

All Crown Courts have the facility for electronic files but not yet County or Magistrates courts.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

Ministry of Justice Central Implementation Team.

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre?

Veillez préciser:

Judicial statistics are drawn from the electronic systems for monitoring cases in courts.

Caseman for civil

Familyman for family

Crest or Xhibit for criminal

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser

Courts submit reports of performance against targets

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

- Oui

Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

- Nouvelles affaires
- Durée des procédures (délais)
- Affaires terminées
- Affaires pendantes et stocks d'affaires
- Productivité des juges et des personnels des tribunaux
- Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
- Exécution des décisions pénales
- Satisfaction du personnel des tribunaux
- Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- Coûts des procédures judiciaires
- Autre

Veuillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

- Oui
- Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- Oui
- Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- autre

Veuillez préciser

Her Majesty's Government

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

Increasing the number of crimes for which an offender is brought to justice
Building confidence in the Criminal Justice System
Achieving earlier and more proportionate resolution of legal problems and disputes
Reducing proportion of disputed claims in courts resolved by a hearing
Increasing number of small claims hearings that take place within target time.

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

- le Conseil supérieur de la Magistrature
- le Ministère de la Justice
- un organe d'inspection
- la Cour Suprême
- un organe d'audit extérieur
- autre?

Autre, veuillez préciser :

Her Majesty's Inspectorate of Court Administration carries out joint inspections with other Inspectorates (Constabulary, CPS, Prisons, Probation, CAFCASS) and thematic reviews.

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Directorate of Judicial Offices

Office for Judicial Complaints

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
 Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

There is a diary management system in civil matters but there is no established method for analysing queuing time during court procedures.

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
 Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Undertaken by the Crown Prosecution Service. Please, see www.cps.gov.uk

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

Veillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

Judicial Statistics

Judicial Services Office

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	NA	NA	NA	NA
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	NA	NA	NA	NA
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	NA	NA	NA	NA

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

Q.82 is not possible to give a percentage. It is extremely rare for a defendant to be tried in his absence but, in exceptional circumstances a judge can direct tis. In the Magistrates Court a defendant can plead guilty by letter.

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile ?

en matière pénale ?

en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

Civil cases are allocated to fast, normal or multi-track

In criminal cases, under Rule 3.2 of the Criminal Procedure Rules, the Court may give any direction or take any step actively to manage a case.

In family matters the Court has a range of powers to dictate the conduct of a case.

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

Fast track for sums under £5000.

Summary cases are those involving less serious crimes in which a defendant does not have a trial by jury and which are completed in the Magistrates' courts.

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Plea and Direction hearings in criminal cases and case management in civil cases

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total				

d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)		2157361	64520	
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*		2127928	46198	
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution		334000		
4 Affaires relatives au registre foncier**		289291	197688	
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives*				
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	183171	1054882		164595
8 Affaires pénales (infractions graves)	80262	392288		70610
9 Petites infractions	102899	662624		93985

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

Crown Court cases are classified in three categories:

Class 1 - the most serious crimes such as murder and treason

Class 2 - serious cases such as rape

Class 3 - all other offences such as burglary, grievous bodily harm and robbery.

Summary cases are those which are dealt with in Magistrate Courts. These are offences which will attract a maximum six month sentence or a maximum £5,000 fine.

Either-way cases are slightly more serious and can be dealt with in the Magistrate Courts or the defendant can elect for trial by jury.

Indictable offences are committed to the Crown or High Court.

95% of offences begin and conclude in the Magistrate Courts.

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à				

l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives				
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)	51523	109524		52542
9 Petites infractions				

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives				
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)	3537	13523		3566
9 Petites infractions				

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces		148564	133157	
Licenciements		44491	38376	
Vols avec violence		13226		
Homicides volontaires		699		

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces		0			
Licenciements		0			
Vols avec violence		0			

Homicides volontaires	0			
-----------------------	---	--	--	--

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

This information can be found on the Civil Judicial Network

Q92 - As regards dismissal cases the figure refers to the accepted claims

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

A. Our key performance indicator is to hear 75% of cases within 26 weeks of receipt, this has been met for the last few years. However hearing a case does not necessarily mean that the case is disposed. We do not currently have an end to end target - although this is something that the Tribunals Service are looking at for the future.

All unfair dismissal cases can be subject to appeal through the Employment Appeal Tribunal, however again we do not hold this information broken down by the type of appeal.

There is no definition on length of proceedings as they can vary on case to case basis for Robbery and Homicide cases

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser:

The Crown Prosecution Service has power to take charging decisions in respect of more serious offences, while charging decisions in less serious offences (the majority) remain with the police.

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	1054882	5408	107163	112571	884482	1009067

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Data regarding length of proceedings is available but is collected in a way which is not readily transferrable to the format of these questions. It would be possible to pursue this information if needed.

Q88 - Q92

"we have adopted a system of targets that provide customers with greater certainty we are committed to dealing with cases in the following timetables:-

- * Claims up to £5K will be dealt with within 15 weeks of allocation to the small claims track
- * Claims between £5K and £15K will be dealt with within 30 weeks of allocation to the fast track and
- * Claims exceeding £15K will be dealt with normally within 50 weeks (although this is not an official target it is used as an indicator)

Veuillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

Judicial & Court Statistics 2006

Tribunals website

Crown Prosecution Service

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

The provisions of the Constitutional Reform Act 2005 came into effect in April 2006. From October 2006 the Judicial Appointments Commission has used a new system for selecting judges and new criteria of assessing merits.

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

Same as fo initial appointments except for senior or specialist posts only a panel interview will be held.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

By a body composed of members external to the CPS

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

Vacancies in the CPS are advertised and applications are made by suitably qualified legal professionals.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

Salaried judicial office holders are appointed for life.

Fee paid judicial office holders are appointed for a 5 year, renewable, term.

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

109) The length of the mandate and also renewals for both Judges and prosecutors is determined individually

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?

Est-il renouvelable ?

pour les juges

oui, veuillez préciser la durée

pour les procureurs

oui, veuillez préciser la durée individually determined

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

110) Nature de la formation des juges.

Est-elle obligatoire?

- Formation initiale
 Formation continue générale
 Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)

- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

112) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Judges - general in-service training and specialist training are not compulsory but are highly recommended.

Prosecutors - the same applies.

These questions are put in such a way as to make them impossible to answer meaningfully. Judges and prosecutors in the UK are highly trained.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	143708,11	
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	233742,36	
Procureur au début de sa carrière	28463	
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	128774,12	

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :

Comment to Q114:

2006: Circuit Judges £117,680. -

2006: District Judges £96,500. - (those in London received £100,500

2006: High Court Judges £156,958. -

In England and Wales as all holders of a particular judicial office receive the same salary rate, there is no salary progression dependant upon length of service and therefore no "starting salary".

Also, we do not have a career judiciary as they do in some other European countries. While it is possible for someone holding one office to be appointed to a different office in a higher salary group, e.g. for a serving District Judge to be appointed as a Circuit Judge, or for a serving Circuit Judge to be appointed as a High Court Judge, such in-service appointments are not classed as promotions and are the exception rather than the rule.

The starting salary for a prosecutor at the beginning of their training contract or pupillage (i.e. beginning of their career) is:

London – 2004: £19,441

2006: £19,621

National - 2004: £18,425

- 2006: £18,605

Regarding the annual salaries for Public Prosecutor of the Supreme Court or the Highest Appellant Court. As you may be aware, unlike many other countries, the Crown Prosecution Service (CPS) does not undertake advocacy in all cases, in particular in the highest courts, where Counsel would be instructed.

The starting salary for Principal Crown Advocates (i.e. the highest level of crown prosecutors), who were recruited in 2006: £100,000

In 2004 a senior prosecutor would have been expected to earn up to £53,601 nationally and up to £59,033 London.

Staff in London regions are also in receipt of an additional £3000 Recruitment and Retention Allowance. The disparity between both salaries stems from the fact that the Principal Crown Advocate grade did not exist prior to 2006.

Some prosecutors may be paid a higher income than others in some instances – this is especially true of instructed Counsel - as specific cases raise complex issues that require particular expertise.

The salary of the judge at the beginning of the career is the average of circuit Judge and District Judge
The salary of the prosecutor at the beginning of the career is the average of national and London salaries.

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

Prosecutors are allowed to take other work provided it does not affect their rôle in any way.

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour la question 114

Directorate of Judicial Offices

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :

The Constitutional Reform Act 2005 gave joint responsibility to the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice to consider all complaints against the judiciary

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

The Office for Judicial Complaints refers complaints to the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice.

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	NA	5
1. Faute déontologique	NA	2
2. Délit pénal	NA	2
3. Insuffisance professionnelle	NA	
4. Autre	NA	1

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	32	5
1. Réprimande	13	2
2. Suspension	NA	1
3. Révocation	NA	
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire		

6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement		
8. Démission	16	
9. Autre	3	2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Other = formal warnings. These figures are an increase on 2004 because of the expansion of HMCS to include coroners, magistrates and tribunals. All of the sanctions concerned magistrates and tribunals.

The UK does not have a prosecution profession as some countries do. Barristers prosecuting in courts would be regulated by the Bar Council and subject to the same rules and procedures.

*We are unable to give figures for the number of disciplinary proceedings initiated against judges. The figures held are categorised by the type of complaint received by the Office of Judicial Complaints, they are not broken down between those allegations made against the main stream judiciary and other judicial office holders such as Coroners, magistrates and Tribunal office holders

* Sanctions are pronounced on grounds of personal misconduct. If a question of judicial incompetence is raised this is tackled through the judicial management chain. No figures are available as dealings are informal. Where serious issues are raised and the Court of Appeal is severely critical of a judge the case may be referred to the Office for Judicial Complaints. There are no cases on record for 2006.

The figures given for sanctions pronounced against Judges cover all judicial office holders which includes mainstream judges, coroners, Magistrates and Tribunal judges

** after initial investigation suspension was lifted and employee returned to work.

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

143381

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

131347

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

The answer is 'no.' Any suitably qualified person can provide representation in court.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

The Law Society for solicitors and the Bar Council for barristers

Veillez indiquer la source pour la question 126

The Law Society

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
- Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

The general answer to this question would be 'no' as a qualified barrister can act in any case and a qualified solicitor perform all functions of that rôle including rights of audience and representing clients in all courts but the High Court, Court of Appeal and the House of Lords.

However, I have answered 'yes' as a solicitor can qualify as a solicitor advocatae which would give rights of audience in those three Courts.

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui

Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 réglementés par le Barreau ?
 librement négociés ?

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

The Law Society regulates solicitors and will advise customers if they think they have been overcharged for a service

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

Complainants are encouraged to take complaints, initially, to the firm of solicitors. If a solution is not agreed a complaint can be lodged to the Tribunal which will consider if a prima facie case is made out.

For a barrister a complaint must be made within 6 months to the Complaints Commission with further recourse to the Legal Services Ombudsman.

Lawyers' fees are freely negotiated but a client can seek to review these in courts for contentious matters, and with the Law Society by applying for a remuneration certificate for non-contentious matters

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The Solicitors' Disciplinary Tribunal.

**140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :
Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	159	64	14	5

**141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :
Types de sanctions prononcées**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	20	32	67	77	46

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

For civil and family cases.

Criminal cases are not dealt with through mediation. However, in juvenile cases restorative justice can be used as part of the criminal disposal.

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

Oui

Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

2000

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

les affaires civiles ?

oui,
nombre :

les affaires familiales ?

oui,
nombre :

les affaires administratives ?

oui,
nombre :

les affaires de licenciements ? oui,
nombre :

les affaires pénales ? oui,
nombre :

Veillez indiquer la source pour la question 145

Q.144 refers to family mediators. There is no statutory accrediting scheme for civil mediators. The Civil Mediation Council introduced a pilot scheme on 7/12/05. To date 41 mediation provider organisations have been accredited.

Q.145 There are no reliable figures for the number of mediations. Mediation may solve some issues or may narrow the issues which come to court. This would be viewed as a partial resolution.

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

The European Judicial Network website contains details on Ombudsmen, Regulators, Arbitration, Mediation, Neutral Evaluation, Conciliation, Expert Determination, Neutral Fact-finding.

The use of collaborative law methods also encourages parties in family cases to resolve disputes without attending court.

In private law children cases (mainly concerning parental disputes about arrangements for contact or residence following separation or divorce) an in-court conciliation service is provided in suitable cases at the first court hearing. This aims to facilitate agreement between the parties and so avoid a contested hearing with the aim of preventing conflict from escalating.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

As far as mediation in civil matters is concerned HMCS is appointing in-house mediators to deal with small claims cases. For higher value cases parties are referred to the National Mediation Helpline (www.nationalmediationhelpline.com) which provides a low-cost, time-limited mediation service with an accredited provider.

In court conciliation in private law children cases is delivered by the Children & Family Court Advisory & Support Service (CAFCASS.) CAFCASS has been re-focusing its resources away from lengthy report writing to face-to-face dispute resolution, working with families. CAFCASS is also, increasingly, moving towards the delivery of conciliation prior to the first court hearing.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut :

High Court Enforcement Officers appointed by the Lord Chancellor to carry out enforcement of High Court writs.

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

réglementés par la loi ?

librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

8. 1. 2. Supervision

153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

une instance professionnelle ?

le juge ?

le ministère de la Justice ?

le procureur ?

autre ?

Veillez préciser :

The Tribunals, Courts and Enforcement Act contains a wide range of provisions, including: reform of the tribunal system, changing the eligibility requirements for judicial office, measures covering the regulation of bailiffs and enforcement by seizure and sale of goods, increased effectiveness for the enforcement of civil court judgements, and measures to protect the over-indebted. The Bill was published in draft on 25 July 2006 and introduced in the House of Lords on 16 November 2006, and the Act received Royal Assent on 19 July 2007.

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

The Ministry of Justice is responsible for formulating a wide range of quality assurance measures.

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

TBA

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

The Enforcement Team in Ministry of Justice

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veuillez préciser:

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The Tribunals, Courts and Enforcement Act will improve all aspects of enforcement.

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours ?
 entre 6 et 10 jours ?
 entre 11 et 30 jours ?
 plus ?

Veuillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

- | | |
|------------------------------|---|
| Faute déontologique | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Insuffisance professionnelle | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Délit pénal | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Autre | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	<input type="checkbox"/> oui, nombre :
Suspension	<input type="checkbox"/> oui, nombre :
Révocation	<input type="checkbox"/> oui, nombre :
Amende	<input type="checkbox"/> oui, nombre :
Autre	<input type="checkbox"/> oui, nombre :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Information not yet available.

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

The Enforcement Team Ministry of Justice

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Initiatives to improve fine collection have lead to a 91% collection rate

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

privé (sans contrôle par une autorité publique)?

oui,
nombre :

de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?

oui,
nombre :

public ?

oui, 900 approx.
nombre :

autre ?

oui,
nombre et
précisez :

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

Veillez indiquer la source pour la question 166

Website of the Notaries Society

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

une instance professionnelle ?

le juge ?

le ministère de la Justice ?

le procureur ?

autre ?

Veillez préciser :

The Faculty Office is responsible for the supervision of Notaries

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

There is a major change programme underway. This includes creating a Unified Court System which brings the Magistrates' courts into Her Majesty's Court Service, and the the Enforcement, Courts and Tribunals Bill.

In civil justice a computerised listing system has come into being and Possession Claims on Line has been introduced.

In criminal justice the CJSSS was launched. This stands for Criminal Justice: speedy, simple, summary and it sets out to improve the speed and effectiveness of the Magistrates' courts. There have been four pilots the findings from which show a large reduction in time from the first hearing to trial, fewer hearings in the same case and an increase in guilty pleas.

Improvements in enforcement are being informed by responses to the Green Paper 'Towards Effective Enforcement: a single piece of bailiff law and a regulatory enforcement structure.' Fine collection has risen to 91%.

The Judicial Appointments Commission is changing the way in which judges are recruited and selected.

IT projects in courts include: LOCCS (Local County Courts System) and LIBRA - a network system for Magistrates' courts.